

MACRON A FORMÉ SON QUINZE, JETONS-NOUS DANS LA MÊLÉE !

C'est donc Gabriel Attal que Macron a choisi comme porte-voix... enfin, Premier ministre. Quant au gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

Les nouveaux larbins de la grande bourgeoisie

On a ainsi découvert que la nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, en a eu « marre » des « paquets d'heures non sérieusement remplacées » du public, ce pourquoi elle a mis ses enfants dans le très catholique collège Stanislas, établissement privé d'élite, aux mœurs tout à fait réactionnaires. **Oudéa-Castéra n'est pas une inconnue des milieux d'affaires, puisqu'elle a été conseillère du directeur général d'Axa et a pour conjoint le président de Sanofi.**

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « corruption passive », « recel d'abus de pouvoir » et « trafic d'influence passif ». Susceptible quand elle était au Parlement européen d'intervenir sur les questions liées à l'industrie automobile, **elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d'alors**, Carlos Ghosn, aujourd'hui lui-même en fuite pour échapper aux poursuites judiciaires.

Tout pour les patrons

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l'accès aux soins médicaux. **Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s'occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquels mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant.** En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d'œuvre qui n'osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c'est ce qu'ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de 200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l'inflation « son premier combat ». Les prix

alimentaires, depuis, ont augmenté de 20 %. Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d'avoir « perdu » un combat... qu'il n'a jamais vraiment entamé, puisqu'il aurait fallu s'en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires. **Les patrons lui en veulent d'autant moins que les dividendes du CAC 40 ont atteint l'année dernière le montant record de 97,1 milliards d'euros.**

Mettre le bazar dans leurs projets

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons. Contre les uns et les autres, notre seule arme c'est notre force collective. Refusant des hausses de salaire misérables, les travailleurs du technicentre SNCF de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) ont débrayé à plusieurs centaines le 9 janvier. La veille, les urgentistes de l'hôpital de Meuran-Les Mureaux (Yvelines) s'étaient mises en grève pour exiger des embauches. **Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d'à peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « Si Blendecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s'y est déroulée le 13 janvier.** Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l'ensemble de leur politique exige un mouvement d'ensemble. Le 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont 25 000 à Paris. Il faudra être davantage encore dimanche 21 janvier, et tant qu'il le faudra !

Cocktail de grèves cheminotes

Dans les ateliers, à la conduite, à l'aiguillage, c'est la grève ! **Dans plein de services, partout en France, les mobilisations locales et grèves se multiplient.** C'est la question des salaires et le manque d'effectifs qui fait déborder le vase. A quand la grève de tous les services et tous les cheminots en même temps ? Pour être plus nombreux et obtenir de vraies avancées !

C'est parti dans les TI ?

Des centaines de cheminots ont débrayé simultanément dans plusieurs technicentres TGV du pays, Mardi 9 janvier. Sud Rail appelait à arrêter le travail pour revendiquer des augmentations de salaire. Les cheminots ont répondu présents, les débrayages ont été massifs et le mouvement s'est propagé. **Mardi 16 janvier, une centaine de collègues ont débrayé au TI d'Hellemmes, pour les mêmes revendications de hausses de salaire.** Ce n'est pas un hasard : l'inflation ronge les salaires partout et nous sommes nombreux à avoir conscience qu'il faut additionner nos forces à travers le pays pour décrocher de vraies augmentations.

Comité olympique... de grève ?

Grève ou pas grève pendant les JO ? L'occasion de frapper fort ? Sans doute, mais comme tous les autres jours où c'est notre travail qui fait fonctionner la société. **Quoi qu'il en soit, si nous voulons nous faire entendre, le spectre d'une grève aux JO ne doit pas empêcher d'agir dès maintenant.** Car JO ou pas, il faut s'organiser pour de vrai, par la base, si nous voulons décider de quand et comment faire grève pour défendre nos intérêts.

Plan hors contrôle

Au TI d'Hellemmes, les problèmes d'organisation de la production font peser un risque sur la sécurité des agents. Un électricien, un chaudronnier, n'importe quel agent qui signe un plan de contrôle engage sa responsabilité. **Mais quand nous commençons un boulot, nous sommes envoyés ailleurs. On ne sait plus qui a travaillé sur quoi. Et nous signons sans savoir si un accident ne va pas se produire sur la rame.** La boîte ne manquera pas de tomber sur l'agent qui a signé. C'est pourtant elle, par son incompétence, qui crée les accidents.

Ils sont bien au chaud

Au TI d'Hellemmes, beaucoup d'intérimaires hésitent à signer pour l'embauche, tellement les salaires sont faibles. Il n'y a que dans les bureaux que ça ne désemplit pas. **On crée des postes avec des noms à rallonge, des assistants d'assistant, dont on peine à comprendre l'utilité.** Nous les voyons se promener dans les ateliers avec des blocs notes. Ils ont l'air très occupé, mais sûrement pas par la production.

Comment dit-on « grève cheminote » en allemand ?

« Gros bazar » ! Traduction approximative ? Mais c'est bien le gros bazar qu'ont mis les cheminots allemands. **Ils ont déclenché une grève de trois jours la semaine dernière qui a entraîné la suppression de 80% du trafic ferroviaire.** Leurs revendications ? Des hausses de salaire et la réduction du temps de travail. C'est le langage universel des travailleurs !

Défaites en série

Macron a comparé son nouveau gouvernement au XV de France. Pas faux ! **En rugby ou pour reconnaître le massacre des Palestiniens, la France perd face à l'Afrique du Sud !**

Les eaux montent et la colère aussi

Les inondations ont fait des ravages deux fois dans le Pas de Calais. Des collègues ou des proches sont sinistrés. Le gouvernement et l'État font le coup de la « catastrophe naturelle ». Mais ce n'est pas la nature qui a délivré des permis de construire en zone inondable. **Ce n'est pas la nature qui a limité les budgets pour entretenir les canaux anti-inondations.** Ce n'est pas la nature qui empêche les assureurs d'indemniser correctement les sinistrés depuis plusieurs mois déjà.

L'inflation sur les rails

La SNCF et la Région ont décidé d'augmenter le prix des titres de transport dans les TER. **Abonnements comme titres unitaires coûteront de 3% à 5% plus cher.** À quand une augmentation des moyens pour les usagers et des salaires pour les cheminots ?

Tarif de bord, dehors

Une « bonne » nouvelle n'arrivant jamais seule, le retour du tarif de bord est annoncé dans les TER. **Double peine pour les voyageurs qui ne pourront pas acheter leur billet avant de monter à bord. Et pour les ASCT, c'est la promesse de conflits quand ils devront annoncer la majoration du prix du billet.** En bref, hormis pour la boîte qui nous exploite et rackette les voyageurs, nous sommes tous perdants.

Y'a pas que les chiffres qui comptent

Des ASCT en intérim se voient refuser l'embauche en CDI sous prétexte qu'ils ne font pas assez de billets. Sauf que pour faire plus de billets, il faut pouvoir contrôler. **Et pour pouvoir contrôler, il faut être assermenté. Et pour être assermenté il faut être... embauché.** Exemple absurde de la politique du chiffre.

Ils remettent le couvert

La direction TER a distribué un cadeau de Noël qui a fait rire jaune : un kit de couverts de voyage. **Niveau découvert on est pourtant déjà servis.**

Roulements de machines

Le SA 2024 est usant pour les roulants : cadencement, retours de RHR toujours plus tardifs et JS avec jusqu'à 7 trains... **Il paraît que ce sont des machines qui ont conçu ces roulements.** La boîte pense-t-elle que nous en sommes aussi ?

Travailleurs français - immigrés
Même patron : même combat !
Manifestation contre la loi «immigration» de
Darmanin-Macron-Le Pen
Dimanche 21 janvier
11h, Grand Place de Lille